

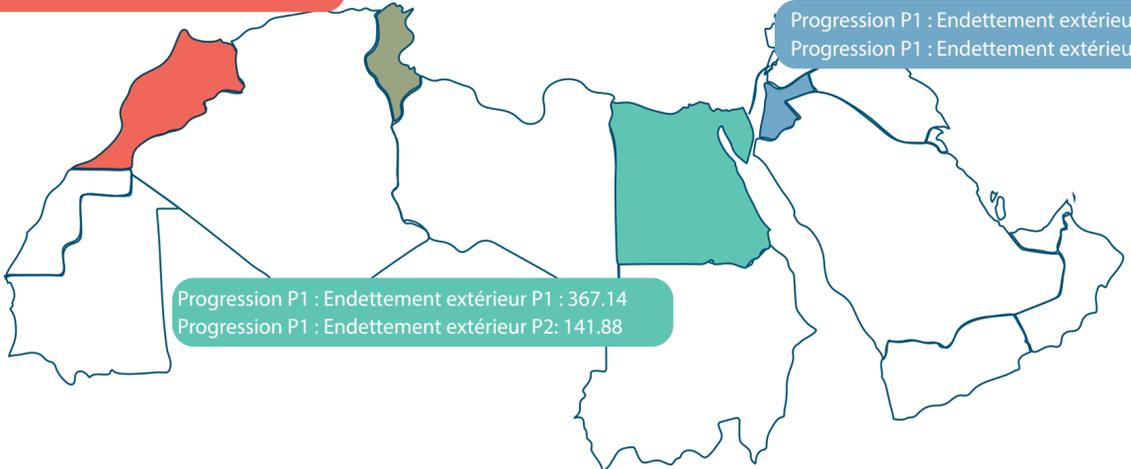
L'impact des ajustements structurels sur l'endettement extérieur

Progression P1 : Endettement extérieur P1 : 25.86
Progression P1 : Endettement extérieur P2 : 61.54

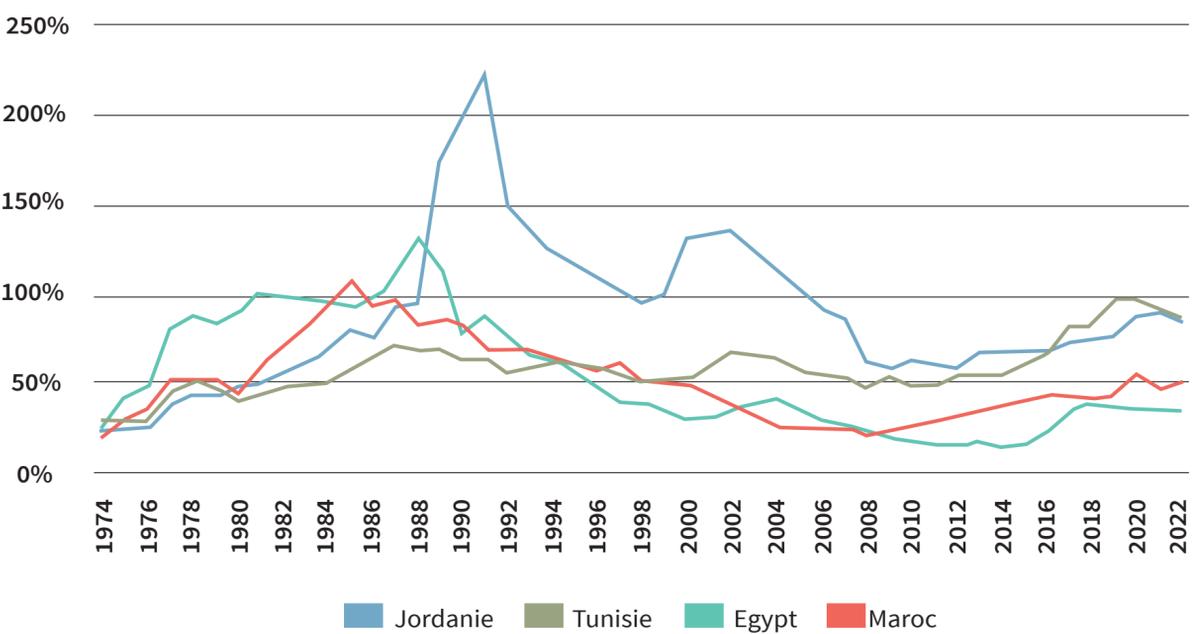
Progression P1 : Endettement extérieur P1 : 50
Progression P1 : Endettement extérieur P2 : 70

Progression P1 : Endettement extérieur P1 : -20
Progression P1 : Endettement extérieur P2 : 140

Progression P1 : Endettement extérieur P1 : 367.14
Progression P1 : Endettement extérieur P2 : 141.88



Endettement extérieur



La dette des pays du Sud est souvent pointée du doigt par le FMI comme un signe de mauvaise gestion des finances publiques. Toutefois, ceci n'a pas toujours été le cas puisque les pays du Sud avaient été encouragés à s'endetter durant les années 60 et 70 pour mener à bien leurs politiques de développement sous surveillance. ... Jusqu'à la "Crise de la Dette"!

La Dette est devenue alors une épée de Damoclès suspendue au-dessus des pays du Sud : d'une part la nécessité d'appliquer les réformes contre l'obtention de prêts en devises des institutions financières internationales et la nécessité d'emprunter afin de maintenir l'équilibre des balances des paiements, d'une autre part un emprunt toujours pointé du doigt par le FMI.

L'ajustement semble en réalité être un accélérateur de l'endettement, notamment extérieur, piégeant encore plus les pays dans le cercle vicieux de la Dette.

En effet, l'intervention du FMI est d'abord un appui budgétaire sous forme de prêts en devises, ce qui aide à rétablir les réserves en devises mais en même temps contribue à la hausse de l'endettement extérieur du pays concerné.

Maroc: 1ere ajustement (1984-1989) // 2eme ajustement (2012-2020)

L'endettement extérieur du Maroc suivait une tendance haussière déjà depuis 1975 suite à la conjoncture économique nationale et internationale. Mais à partir de 1981, l'année précédant le démarrage du 1er Plan D'Ajustement Structurel (PAS) avec le FMI l'endettement est monté en flèche de 45% en 1980 atteignant 107% en 1985 et la dette extérieure permettait essentiellement d'assurer le service de la dette. La baisse de la courbe qui s'en suivi n'était autre que la résultante de politique de gestion active de la dette extérieure à travers des mécanismes tels que le rééchelonnement de la dette consentit par le FMI avec des modalités peu claires

En 1993, un revirement opéré vers l'endettement public intérieur a permis de réduire la dette extérieure de 70% à 21% en 2008.

En deuxième période d'ajustement, l'endettement a continué d'augmenter légèrement en 2018 ne dépassant toujours pas le seuil de 50%, jusqu'à 2020 (54%) au moment du tirage du prêt de la Ligne de précaution et de liquidité (LPL) fournit par le FMI en 2012 souscrit en 2012.

Égypte: Ajustement 1 (1987-1993) // Ajustement 2 (2016-2019)

Le taux d'endettement extérieur par rapport au PIB a connu une augmentation notable en passant de 93% en 1985 à 132% en 1988 en raison de l'effondrement des prix du pétrole et des recettes en devises de l'Égypte.

Le prêt attribué par le FMI en 1987 y a également contribué. Ce prêt était accompagné par des réformes réduites, en raison des craintes des contestations populaires, à la dévaluation immédiate de la monnaie de 35 % seulement et aucune réduction explicite des subventions (alors que prévu lors des accords de départ).

Le rééchelonnement de la dette par les pays du Club de Paris a permis de réduire la dette pour atteindre 77% en 1990. Il repart légèrement à la hausse à nouveau, à 87% en 1991 avec le deuxième prêt obtenu par l'Égypte en 1991 et 1993 et ce malgré une valeur de prêt plus importante mais grâce à l'annulation de la dette dans le cadre de son soutien à la guerre du Golf.

L'indicateur est resté stable entre 2010 à 2014, à environ 15% mais suite aux difficultés économiques observées et l'important déficit budgétaire observé, le Gouvernement avait décidé d'emprunter plus de 12 milliards de dollars en 2016, et ceci en mettant en œuvre plusieurs réformes douloureuses tel que la dévaluation de la monnaie, et l'implémentation de mesures d'austérité comme la suppression des subventions, la réduction des dépenses sociales, ... ceci a contribué à remonter le taux d'endettement jusqu'à environ 35 % entre 2015 et 2017.

Tunisie: 1ere ajustement 1984-1986 // 2eme ajustement 2013-2016

Le taux d'endettement extérieur par rapport au PIB en Tunisie a connu une hausse continue depuis le début des années 80 en lien avec la crise économique et le plan d'ajustement structurel imposé par le FMI (dévaluation du dinar, privatisation, encouragement de l'investissement privé). Cette hausse de l'endettement extérieur s'est accrue entre 1984 et 1986 augmentant de 49% à plus de 65%.

Après la crise économique et le plan d'ajustement structurel de la fin des années 1980, le quotient Dette/PIB a sensiblement baissé, notamment grâce à une augmentation du PIB, atteignant les 40,7 % en 2010. La phase suivante s'est caractérisée par une trajectoire stable de l'endettement extérieur avec des taux compris entre 45 % et 50 %.

Cependant, peu après, la hausse de l'endettement extérieur de la Tunisie a été remarquable, en particulier après le premier accord de confirmation avec le FMI en 2013, suivi d'une deuxième augmentation après l'accord de mécanisme élargi de financement en 2016. La dévaluation du dinar a doublé le stock de la dette publique extérieure, qui est passé de 29,9 milliards de dinars à 60,2 milliards de dinars en 2018 et provoque la hausse du taux de l'endettement.

Jordanie : 1ere ajustement 1989-2004//2eme ajustement 2012-2019

L'endettement extérieur de la Jordanie suivait une tendance haussière jusqu'à 1989 au point de n'être plus en mesure d'honorer ses obligations au titre de la dette extérieure et devoir avoir recours au FMI et de la Banque mondiale pour rééchelonner la dette extérieure et obtenir un prêt.

Il ressort des observations sur la 1ere période d'ajustement que les accords que la Jordanie a eus avec le FMI ont eu pour effet d'augmenter substantiellement l'endettement extérieur du pays (de 94% du PIB en 1988 à 173% en 1989 et a culminé à 223% du PIB en 1991).

L'endettement extérieur total était stable avant la deuxième période d'ajustement autour de 60% du PIB. Comme pour la première période d'ajustement, les accords conclus avec le FMI ont fait remonter ce taux d'endettement une première fois de 57% en 2012 à 68% en 2016 puis au-dessus de 70% après l'accord de 2016 pour atteindre les 79% en 2019. Ce dernier accord est arrivé avec son lot de réformes imposé comme l'élargissement de l'assiette fiscale de l'impôt sur le revenu et qui a engendré plusieurs manifestations dans tout le pays.